

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°588 – 13 juin 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

L'UEMOA enregistre une bonne évolution de l'activité en avril 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont enregistré une hausse en avril 2025. L'indice de la production industrielle a progressé de 16,2 % en glissement annuel (g.a.) tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,5 % et 8,1 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 101,2, au-dessus de sa tendance de longue période (100), traduisant le maintien de la confiance des chefs d'entreprise sur l'orientation favorable de la conjoncture. Il reste toutefois en légère baisse (-0,2 point en g.a.), reflétant notamment les diminutions des scores de 6 pays de l'Union, dont les plus fortes concernent le Burkina Faso, la Guinée-Bissau et le Mali (-0,9 point chacun) ; le Sénégal (+1,7) et le Niger (+1,4) étant les pays ayant enregistré des hausses. Enfin, le taux d'inflation en g.a au sein de l'UEMOA a diminué de 0,7 point de pourcentage (p.p.) par rapport à mars 2025, pour s'établir à 1,5 % en avril 2025. Ce ralentissement est porté par les prix des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées, dont la contribution à l'inflation est passée de 1,9 p.p. le mois précédent à 1,4 p.p.

Le chiffre à retenir

16,2%

La progression en g.a de l'indice de la production industrielle au sein de l'UEMOA en avril 2025

Mise à jour de la liste de l'UE des juridictions à haut risque en matière de blanchiment

Le 10 juin 2025, l'UE [a actualisé](#) sa liste des juridictions tiers à haut risque en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le Sénégal en est sorti tandis que la Côte d'Ivoire y a fait son entrée. Cette décision s'appuie sur les travaux du Groupe d'action financière (GAFI), et notamment de sa liste des "Juridictions soumises à une surveillance renforcée". Elle intervient notamment après la reconnaissance, par le (GAFI), des progrès réalisés par les autorités sénégalaises dans le renforcement du cadre juridique, la surveillance financière et la coopération institutionnelle, alors que des déficiences ont été constatées au niveau de la Côte d'Ivoire. L'entrée d'un pays sur cette liste a pour principale implication le renforcement des obligations de vigilance pour les entités européennes opérant avec ce pays, dont en particulier les établissements financiers. A noter que le Sénégal figurait sur cette liste depuis février 2023. Sa sortie allège ces contraintes et renforce la crédibilité de son système financier.



4 pays d'Afrique de l'ouest ratifient le traité de l'ONU sur les Océans

La Côte d'Ivoire, le Liberia, la Guinée-Bissau et la Mauritanie sont les 4 premiers pays d'Afrique de l'Ouest à avoir ratifié [l'Accord](#) des Nations Unies sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ). Avec cette ratification qui s'est déroulée dans la lignée de la 3^{ème} Conférence des Nations Unies sur les Océans à Nice du 9 au 13 juin 2025, ils rejoignent 47 autres pays l'ayant déjà ratifié, bien que 60 sont nécessaires pour l'entrée en vigueur de l'accord. L'accord a été adopté le 19 juin 2023, au moment de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et constitue le 3^{ème} accord dans le cadre de celle-ci. Juridiquement contraignant, il vise à protéger la biodiversité en haute mer à travers la création d'aires marines protégées, la régulation de l'exploitation des ressources génétiques marines, le partage équitable des bénéfices et la coopération scientifique renforcée. Il est ouvert à la signature jusqu'au 20 septembre 2025.

Bénin

La Vision nationale 2060 transmise à l'Assemblée nationale pour adoption

Lors du Conseil des ministres du 11 juin 2025, le gouvernement béninois [a annoncé](#) la transmission à l'Assemblée nationale de la Vision "Bénin 2060 Alafia, un Monde de Splendeurs", un projet stratégique de développement à long terme. La Vision 2060, élaborée après une large consultation auprès des citoyens de toutes catégories sociales, s'articule autour de quatre grands piliers, neuf orientations stratégiques et quinze objectifs précis, visant à renforcer la cohérence des politiques publiques à court, moyen et long terme. Cette approche repose sur la transformation durable du pays, avec un accent particulier sur la mobilisation des investissements privés et l'amélioration de la

transparence dans la gestion publique. A noter que l'échéance de 2060 coïncide avec le centenaire de l'indépendance du Bénin, offrant ainsi un repère symbolique pour la réalisation de cette stratégie.

Burkina Faso

Prises de participation de la LONAB dans trois sociétés

Lors du Conseil des ministres du 4 juin 2025, les autorités burkinabè ont [adopté](#) trois décrets autorisant la Loterie nationale burkinabè (LONAB) à prendre part au capital de trois entités stratégiques : la Société de gestion du technopôle pharmaceutique intégré de Kokologho (FASO-PHARMA) à hauteur de 1,4 Mds FCFA (2,1 M EUR) soit 28 % du capital, la société Textile des Forces du Burkina Faso (TEXFORCES-BF) pour 2 Mds FCFA (3 M EUR) soit 20 % du capital, et la Banque agricole du Faso (BADF) pour 2,6 Mds FCFA (4 M EUR). Ces investissements viseraient à soutenir l'industrialisation pharmaceutique, renforcer la production textile locale et accroître le financement du secteur agricole et respectent le cadre légal burkinabè encadrant les prises de participation des entités publiques dans des sociétés commerciales.

Réforme du Comité national de négociations commerciales

Le Conseil des ministres du 11 juin 2025 a [adopté](#) un décret portant création du Comité national de négociations commerciales (CNNC). Ce décret constitue une mise à jour de celui adopté en 20218, en élargissant la composition du CNNC aux structures centrales de l'administration publique, au secteur privé, à la société civile et au monde universitaire. Elle prend également en compte les nouvelles priorités du commerce international, telles que le commerce électronique, le développement durable et l'équité de genre, en lien avec les négociations en cours à l'Organisation mondiale



du commerce (OMC). Le CNNC a pour mission de définir la position nationale dans les négociations commerciales et d'assurer le suivi des accords auxquels le Burkina Faso est partie prenante.

Côte d'Ivoire

Signature d'un protocole d'accord sur la pêche avec l'UE

Le 6 juin 2025, l'Union Européenne (UE) [a annoncé](#) avoir signé un protocole d'accord avec la Côte d'Ivoire marquant la reprise de leur coopération dans le secteur de la pêche. D'une durée de 4 ans, ce protocole autorise l'accès des navires de l'UE aux eaux territoriales ivoiriennes et leur octroie un droit de pêche pour 6 100 tonnes de thon et d'autres espèces migratrices par an. En contrepartie, l'UE s'engage à verser une contribution de 3 M EUR en faveur de la pêche durable et de la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. En outre, les armateurs de l'UE devront s'acquitter d'une redevance de capture de 80 EUR par tonne pêchée, rehaussée à 85 EUR par tonne pour les 3^e et 4^e années, envers la Côte d'Ivoire. Le protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de [l'accord de partenariat](#) dans le secteur de la pêche signé en 2007.

3 M USD investis par Climate fund managers dans un projet de centrale biomasse à Divo

Le 3 juin 2025, le gestionnaire de fonds Climate fund managers, [détenu](#) par la Société néerlandaise de financement du développement FMO et la société financière sud-africaine Sanlam, [a annoncé](#) avoir signé un accord de financement de 3 M USD avec le producteur indépendant d'énergie ivoirien Société des énergies nouvelles (SODEN). Ce financement vise à soutenir le développement d'une centrale biomasse portée par SODEN sous la forme d'un partenariat public-privé. Il servira notamment à finaliser les études

techniques, les études environnementales et sociales ainsi que les négociations pour un contrat de vente d'électricité à la Côte d'Ivoire. Situé à Divo, le projet devrait utiliser les déchets agricoles issus de la filière cacao pour produire 550 GWh d'électricité renouvelable par an. Selon Climate fund managers, il devrait générer 3 900 emplois, dont 440 permanents, permettant d'éviter l'émission de l'équivalent de 300 000 tonnes de dioxyde de carbone entre les années 2029 et 2059.

Dalaroo Metals acquiert le projet aurifère Bongouanou

Le 10 juin 2025, la société minière australienne Dalaroo Metals [a annoncé](#) la signature d'un contrat pour l'acquisition d'une participation pouvant atteindre 80 % à terme dans le projet aurifère Bongouanou. Couvrant une superficie de 400 km² à l'est de la Côte d'Ivoire, le gisement comprendrait d'importantes ressources en or. La prise de participation sera progressive sur quatre ans, après un paiement initial de 150 000 USD à l'actuel propriétaire du projet, la société Reflex Exploration. Dalaroo Metals devra ensuite investir 6 M USD en dépenses d'exploration et réaliser 20 000 m de forages d'ici 2029 pour l'acquisition des parts. La société Reflex Exploration conservera à terme une participation de 20 %. En outre, elle devrait recevoir des paiements à hauteur de 500 000 USD par tranche de 8,5 tonnes d'or, capés à 5 M USD.

Guinée

100 M USD de la Banque mondiale pour développer la pêche

Le Groupe de la Banque Mondiale [a approuvé](#) un financement de 100 M USD via l'Association internationale de développement (IDA) en faveur du projet Kounki de pêche et d'aquaculture en Guinée. Ce projet vise à (i) renforcer la résilience climatique, (ii) développer les chaînes de valeur halieutiques et



(iii) améliorer les moyens de subsistance des communautés côtières. Le projet bénéficie également d'un cofinancement de 20 M EUR de l'AFD, de 5 M USD du fonds PROBLUE, et de 4 M EUR au titre du C2D, portant l'enveloppe globale à environ 133,6 M USD. Inscrit dans les priorités de la stratégie nationale de développement de la Guinée "Simandou 2040" et de la Stratégie Halieutique (2022-2027), le projet prévoit des investissements dans les infrastructures, la gouvernance des pêches et la transition vers des pratiques durables.

Libéria

89 M USD de la Banque mondiale pour l'éducation

Le 10 juin 2025, la Banque mondiale a [approuvé](#) un financement de 88,7 M USD en faveur du projet *Excellence in Learning in Liberia* (EXCEL). Ce financement comprend un crédit de 60 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) et une subvention de 28,7 M USD du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Il s'agit du premier projet financé dans le cadre du nouveau Cadre de partenariat-pays 2025-2030 de la Banque mondiale pour le Libéria. Le projet vise à améliorer l'apprentissage fondamental (lecture, écriture, mathématiques) et à élargir l'accès à l'enseignement primaire public au Libéria, en ciblant particulièrement environ 350 000 élèves. Il couvrira notamment la dernière année de l'éducation de la petite enfance et les six niveaux de l'école primaire, avec des actions portant sur les programmes scolaires, les supports pédagogiques, la formation des enseignants et l'engagement communautaire.

Mali

Adoption du décret relatif à la cession des actions de Morila

Sur proposition du ministre des Mines, le Conseil des Ministres qui s'est déroulé le 4 juin 2025 a [adopté](#) un décret portant approbation de l'Accord de cession d'actions et de créances détenues sur la Société des Mines de Morila S.A. Cet accord, signé le 18 décembre 2024 entre Morila Limited, Firefinch Limited et l'État du Mali, prévoit le transfert à ce dernier de 80 % des actions précédemment détenues par Firefinch, pour un dollar symbolique, ainsi que des créances détenues sur Morila. Cette opération fait suite à l'arrêt des activités d'exploitation par Firefinch en 2022 et vise à permettre la reprise de l'exploitation aurifère Morila par l'État malien.

Mauritanie

50 M USD de la Banque mondiale pour renforcer l'efficacité des dépenses publiques

Le 3 juin 2025, la Banque mondiale a approuvé un financement à hauteur de [50 M USD](#) ayant pour objectif d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et les services sociaux en Mauritanie. Cette opération soutient la 3^e phase de la stratégie de gestion des finances publiques (2025-2030), destinée à élargir l'espace budgétaire et à réaffecter les ressources vers des domaines significatifs pour une meilleure prestation des services publics dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. À noter que l'opération inclut le 1^{er} "financement-programme" de la Banque mondiale en Mauritanie pour un montant de 42 M USD, dans le cadre duquel es décaissements sont directement liés à l'obtention de résultats mesurables en matière de développement.



Sénégal

La filière mangue table sur un rebond des exportations en 2025

Le 10 juin 2025, l'interprofession sénégalaise de la mangue a [annoncé](#) une [amélioration](#) attendue des exportations pour la campagne 2025, après trois années consécutives de baisse, en raison de conditions climatiques défavorables, des dégâts causés par les mouches de fruits et de difficultés logistiques. Pour cette nouvelle saison, les opérateurs misent sur de meilleures conditions météorologiques et une forte demande sur les marchés européens, notamment en France, aux Pays-Bas et en Belgique. La campagne, qui s'étend de juin à septembre, a pour objectif d'exportation un volume de 30 000 tonnes (contre environ 12 000 tonnes en 2024). Les exportateurs soulignent la bonne qualité des fruits cette saison, avec différentes variétés.

Togo

Signature avec la BAfD d'un accord de garantie pour lever financement durable de 200 M EUR

Le 29 mai dernier, la Banque africaine de développement (BAD) [a annoncé](#) la signature d'un accord de garantie partielle avec le Togo. Cette opération permettra au gouvernement togolais de lever 200 M EUR à un coût favorable, avec une maturité de 20 ans, dont un différé de 5 ans, auprès de deux prêteurs commerciaux, le fonds de pension britannique Legal & General (L&G) et la Deutsche Bank. Les fonds levés seront destinés à des projets de développement durable dans les domaines de la préservation de la biodiversité, l'agriculture durable ou encore l'accès à une énergie propre et abordable. Par ailleurs, cette transaction inaugure une nouvelle approche financière, le mécanisme du "garant officiel" de la BAfD, où elle se présente comme l'unique garant du prêt alors qu'elle partage une partie de l'exposition de la garantie avec d'autres partenaires d'assurance-crédit.



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

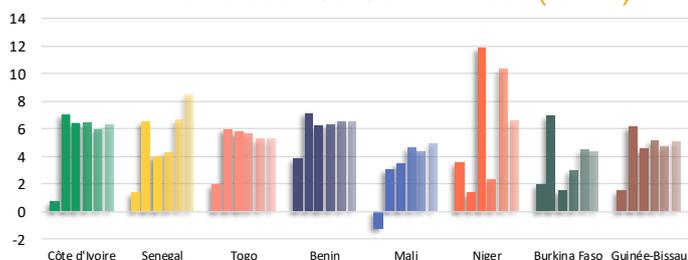
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1540	1550	1600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

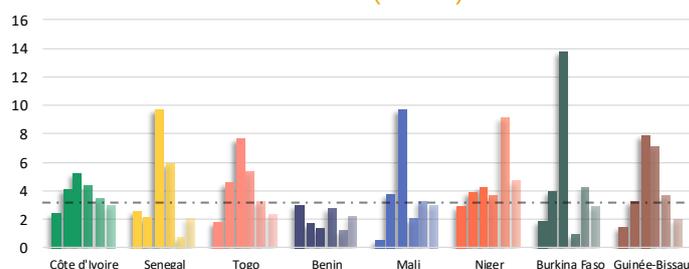


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

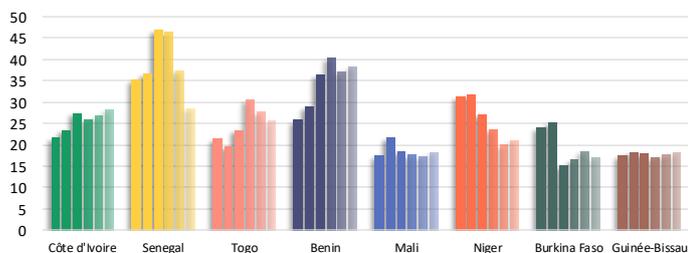
Croissance du PIB réel (en %)



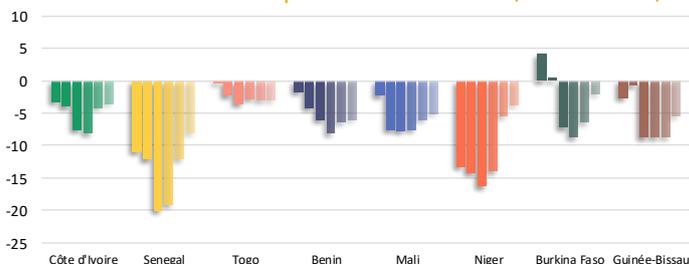
Inflation (en %)



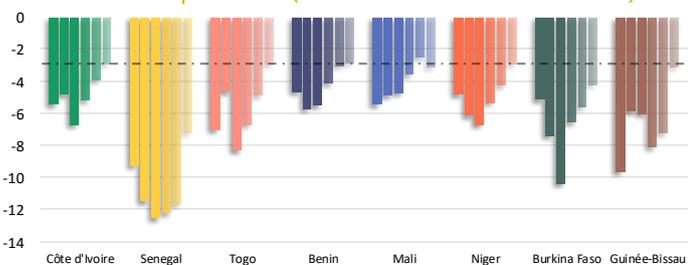
Investissements publics (% du PIB)



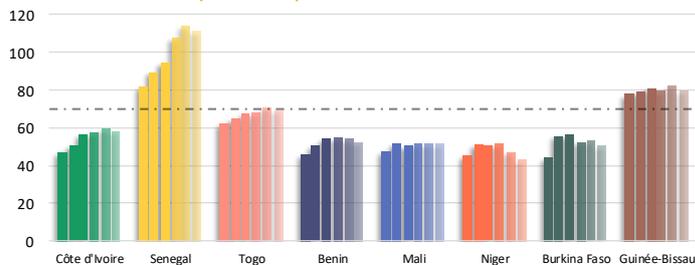
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)